

Les revues en libre accès ne sont pas éternelles

Analyse I/IST n°32 - Octobre 2020

Les revues en libre accès ne sont pas éternelles : c'est l'argument-choc d'une nouvelle étude importante¹ consacrée aux revues disparues sans avoir été archivées par une institution officielle. Mikael Laakso, Lisa Mathias et Najko Jahn ont collecté une base de 176 titres créés entre 1994² et 2014 en croisant les métadonnées de plusieurs registres (dont le *Directory of Open Access Journals*) et les archives encore disponibles sur Internet Archive. S'y ajoutent 881 titres actuellement inactifs qui ont de forte chance de disparaître dans les années à venir si aucune mesure de préservation n'est prise.

Une tragédie des communs ?

Les revues en libre accès non commerciales sont confrontées à une véritable « tragédie des communs » : à partir du moment où elles n'ont pas de prix et où elles ne coûtent rien, il n'existe pas d'incitation à les archiver dans le système actuel de diffusion des publications scientifiques. Par contraste, les revues vendues par abonnement ou par licence représentent un investissement important. Les bibliothèques ne peuvent pas se permettre de perdre irrémédiablement une partie des fonds, au risque de devoir les acquérir de nouveau. L'archivage n'est pas seulement un choix éthique : c'est un investissement motivé, qui justifie les coûts engagés.

L'article de Laakso, Mathias et Jahn pointe à raison le principal paradoxe des politiques de préservation des publications scientifiques : on archive en priorité, et souvent à plusieurs reprises, des ressources qui n'ont aucune chance de disparaître. Et, à côté, des fonds en danger disparaissent dans l'indifférence générale, au point que l'on ne sait même pas exactement ce qui a disparu.

Car les revues non commerciales ne sont pas seulement non-archivées. Elles sont parfois invisibles: elles n'ont pas d'identifiant normalisé (ISSN) et n'apparaissent pas dans les

¹ Laakso, Mikael, et al. « Open is not forever: a study of vanished open access journals ». *arXiv:2008.11933 [cs]*, septembre 2020. *arXiv.org*, <http://arxiv.org/abs/2008.11933>.

² Trois titres ont des dates plus anciennes : ils ont été créés sous une forme imprimée antérieurement à leur conversion en ligne.



catalogues ou les registres bibliographiques. C'est que dans sa définition traditionnelle, la revue scientifique est forcément commerciale : « la revue scientifique est un bien culturel et scientifique, mais aussi un bien marchand³ ». Cette conception n'est plus adaptée à l'état actuel de la publication scientifique : 73% des revues indexées dans le *Directory of Open Access Journals* ont un modèle économique sans abonnement et sans APC (soit 15 287 revues sur 20 974). Le rapport s'est en quelque sorte inversé : la revue en libre accès est avant tout un commun de la connaissance qui est parfois marchandisé.

Cette tragédie des communs a été rapidement perçue. Dès 1999, l'Université de Stanford crée un premier programme d'archivage, LOCKSS, garantissant la conservation des articles de 11000 revues sur un réseau peer-to-peer. L'initiative a depuis été imitée par d'autres programmes comme Portico (33 803 titres), CLOCKSS (26 000 titres) et PKP PN (1 600 titres). Malgré ces efforts, le problème est encore loin d'être solutionné.

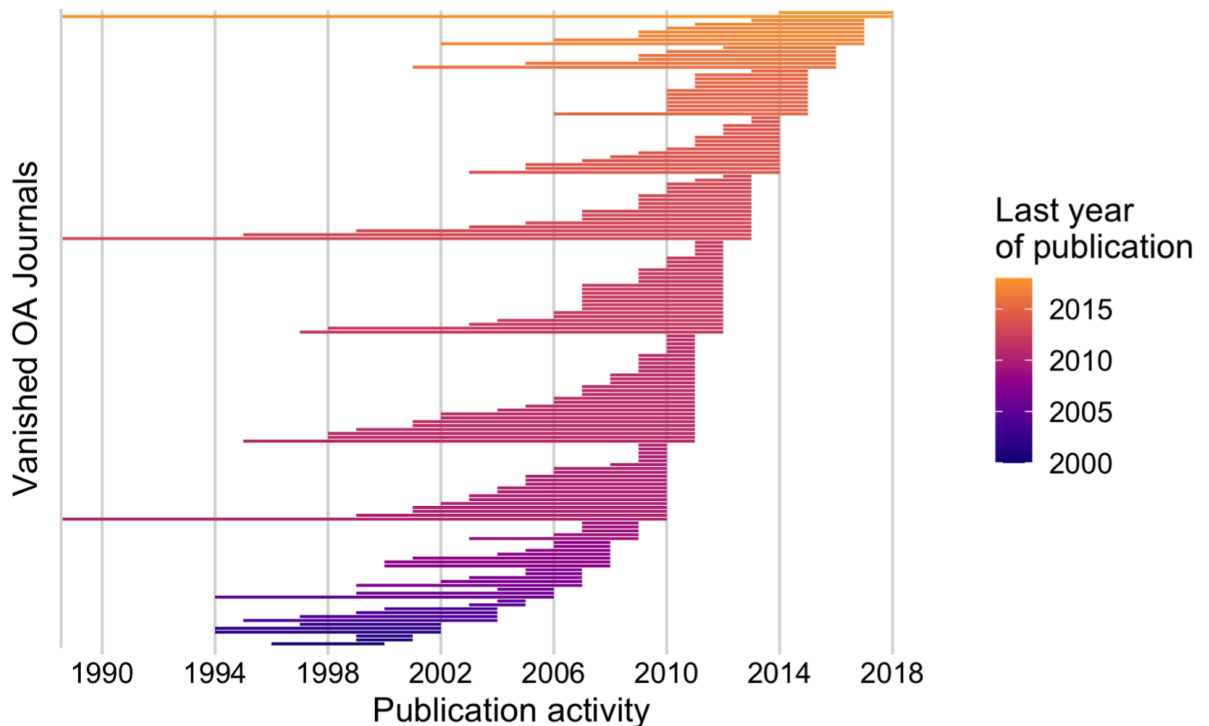
Le profil-type de la revue disparue

Pour ces raisons, le recensement des revues disparues est un processus complexe et parcellaire. La base des 176 titres identifiés reste un *work in progress* d'autant que pour pouvoir vérifier que la revue en ligne est bien en libre accès, il est nécessaire de disposer au moins d'une archive conservée par *Internet Archive*. Cette méthode minore probablement les revues pionnières, créées avant le début des années 2000 et qui ont pu disparaître sans laisser de trace. D'autant que la diffusion des premières revues électroniques ne passait pas forcément par le web. *Surfaces* créé par Jean-Claude Guédon en 1991 est ainsi diffusée par FTP (aujourd'hui exclusivement utilisé pour l'envoi de fichiers sur un serveur)⁴. Les publications de la revue sont aujourd'hui conservées sur un site web en libre accès mais d'autres initiatives similaires n'ont peut-être pas eu cette chance.

³ Lore Merat, L'archivage des revues scientifiques électroniques pour les bibliothèques universitaires en France, Mémoire de master de l'ENSSIB

⁴ Eric Fernandez, "Jean-Claude Guédon, Surfaces", *Z-Mag*, 14 septembre 1995, <http://jhroy.ca/z/cogito/guedon-surfaces.htm>

EPRIST



Visualisation des 176 revues disparues par date de création et par date d'arrêt. Les revues antérieures au début des années 2000 sont probablement sous-représentées.

Plus de la moitié des revues disparues sont en sciences humaines et sociales (52,3%). C'est en partie la conséquence logique de la prédilection pour le modèle de diffusion non-commercial dans ces disciplines : les revues sont, de longue date, subventionnées dans ces disciplines en l'absence d'un marché suffisamment large d'abonnés. Par contraste, les revues en libre accès de médecine, de biologie et de sciences physiques s'appuient plus fréquemment sur un modèle de diffusion commerciale et se trouvent naturellement intégrées dans les dispositifs d'archivage classique mis en place par les bibliothèques et les éditeurs.

La géographie des revues disparues

Dans la base constituée par Laakso et al., les revues scientifiques nord-américaines sont largement surreprésentées. Alors que cette zone géographique n'accueille que 6% des revues en libre accès recensées par le DOAJ, elle compte pour un tiers des revues disparues (58 sur 176). L'étude évoque plusieurs hypothèses dont le scepticisme persistant des chercheurs états-uniens vis-à-vis de la publication en libre accès, qui contraste notamment avec l'écosystème dynamique de publication et diffusion libre en Amérique du Sud :

« La part disproportionnellement faible des revues disparues d'Amérique Latine, où les principes de création de communs et de libre accès sont fortement intégrés dans les cultures scientifiques, tend à mettre en évidence l'importance de la valeur perçue des revues en libre accès dans leur préservation. »

EPRIST

En apparence, peu de revues françaises sont concernées. La base ne mentionne que trois titres dont deux correspondent à des périodiques plus informels émanant d'associations : *Middle East Studies* (publié en français et en anglais), *Lianes Association* et *Association des Pharmaciens - Anciens Elèves - Amis de la Faculté de Pharmacie de Lyon*. Par comparaison, le Canada et le Royaume-Uni, deux pays qui ont une production scientifique d'une ampleur assez similaire à la France, comptent respectivement sept et huit revues disparues.

La représentation plus faible des revues françaises peut cependant s'expliquer par des biais méthodologiques. Sur la suggestion de Marin Dacos nous avons identifié au moins un autre exemple majeur : *Marges Linguistiques*, une revue de communication active de 2000 à 2006. Les articles ont été exportés sur le site d'une autre petite revue TeXto mais celui-ci semble lui-même défaillant (les images et illustrations ont disparu et l'archive n'est plus au chemin indiqué). *Marges Linguistiques* a été heureusement assez bien archivé par *Internet Archive* avec 122 captures de la page d'accueil depuis 2000 qui incluent également les documents en PDF. La revue disposait également d'un ISSN et pourrait avoir été aussi archivée par la BNF.

Clôture du site
Marges
Linguistiques
Closing of
Marges Linguistiques
Web Site



Les archives textuelles complètes 2000-2006 de la revue Marges Linguistiques

sont désormais consultables sur le site de [Texto](#)

Rubrique « Quoi de neuf ? », « [Archives et secrets](#) »

All the texts 2000-2006 of the journal Marges Linguistiques

are now available on the Web Site [Texto](#)

Section « Quoi de neuf ? », « [Archives et secrets](#) »

© Marges Linguistiques, 2000-2007
ISSN 1626-3162 (Revue) - ISSN 1626-3154 (Site Web)

Un exemple de revue française quasi-disparue : *Marges Linguistiques*.

En l'état des données disponibles, la situation des publications scientifiques françaises semble similaire à celle des pays d'Amérique du Sud : l'émergence de grandes infrastructures de publication ou d'archivage comme Open Edition ou HAL ont encouragé le développement d'un écosystème du libre accès dynamique et assez préservé. Bien qu'au moins une cinquantaine de revues d'Open Edition Journals soient aujourd'hui inactives sans aucun nouveau numéro depuis plusieurs années, elles continuent d'être publiées⁵. Récemment, le

⁵ <https://twitter.com/marindacos/status/1306944441706577921>

dépôt légal numérique de la BNF a été non seulement élargi aux revues non commerciales mais aussi à de nombreux carnets et blogs de recherche hébergés sur le réseau Hypotheses et qui disposent depuis plusieurs années d'un ISSN.

Quelles stratégies de préservation pour le libre accès ?

L'étude de Laakso, Mathias et Jahn n'est pas seulement descriptive : elle énonce en conclusion des recommandations précises pour garantir la préservation des publications scientifiques en libre accès. Le problème pourrait en effet s'aggraver au cours des années à venir : les revues en Open Access se sont surtout développées de la fin des années 2000 et, en raison de ce décalage *démographique*, les disparitions pourraient devenir plus fréquentes. Près de 900 revues indexées par le DOAJ montrent des signes de fragilité. Bien que le site soit toujours disponible, elles n'ont plus rien publié depuis parfois plusieurs années. Les difficultés financières des universités, récemment aggravées par la crise du COVID, pourraient se traduire par des « dépublications » en série à court et à moyen terme.

Dans ce contexte, il devient nécessaire de repenser les stratégies de préservation :

Nos résultats suggèrent que les dispositifs d'archivages sont actuellement efficaces pour les grandes revues et les maisons d'édition de référence mais laissent de côté les acteurs qui sont les plus à risques. Les initiatives de préservation devraient par conséquent repenser leurs stratégies actuelles et développer des mécanismes alternatifs (...) pour les petites revues qui fonctionnent sans le soutien de grands éditeurs professionnels.

Cet appel a été rapidement entendu. Un peu plus d'une semaine après la publication de l'étude, *Internet Archive* a publié un court rapport sur l'ampleur et les limites de leur programme de collecte⁶. A partir de 2017, la bibliothèque numérique a entrepris d'archiver l'ensemble des articles scientifiques mis en ligne en exploitant les puissantes infrastructures déjà utilisées pour l'archivage du web dans son ensemble. À la différence des programmes de préservation antérieurs, ce nouveau projet n'est plus focalisé sur la revue mais sur l'article conçu comme un objet éditorial indépendant⁷. Actuellement sur 14 millions de publications identifiées, 9 millions sont préservées par Internet Archive et 3,2 millions par l'un de leurs partenaires. 2,4 millions d'articles n'ont pas pu être archivés ou n'ont pas encore pu être repérés dans les archives existantes (ce qui est probablement le cas de *Marges Linguistiques*).

⁶ <http://blog.archive.org/2020/09/15/how-the-internet-archive-is-ensuring-permanent-access-to-open-access-journal-articles/>

⁷ Sur cet aspect et sur d'autres détails techniques, voir le compte rendu de David Rosenthal, un acteur historique de la préservation des publications en Open Access <https://blog.dshr.org/2020/02/the-scholarly-record-at-internet-archive.html>

EPRIST

Au-delà des régulations et des dispositifs, la préservation des revues en libre accès apparaît comme un enjeu culturel étroitement lié à la valeur conférée à la diffusion non-commerciale dans les institutions et les communautés de recherche. La généralisation du dépôt institutionnel concourt à alléger le travail d'archivage et à le déléguer aux auteurs : la préservation devient un enjeu commun.